http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article581

Fondation Copernic Toulouse Notes Politiques...

- Fondation Copernic 31 -

Date de mise en ligne : dimanche 10 janvier 2016

Copyright © Universite Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

http://universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L400xH107/fondation-copernic-ce-que-devoile-la-chemise-dechiree-du-drh-d-air-france_5460232-xl-2012a.png

Fondation Copernic Toulouse

Notes Politiques - NÂ°1 - Janvier 2016

Quelques considérations sur la séquence politique de l'automne toulousain autour d'Alternatiba et de la COP 21

La résurgence de débats anciens et toujours *pertinents*

La Fondation Copernic et l'Université Populaire de Toulouse sont attentives aux mobilisations sociales et y participent chaque fois que cela nous paraît indispensable. Nous avons regardé, observé le tour de France d'Alternatiba et passé du temps sur place les samedi 12 et dimanche 13 septembre. Nous voulions nous rendre compte de l'impact que pouvait avoir cette démarche citoyenne sur les mobilisations à venir ; notamment autour de la COP21. Nous avons également essayé de participer au processus de mobilisation devant se traduire par des initiatives de rue les 29 novembre et 12 décembre.

Les organisateurs d'Alternatiba ont annoncé qu'au moins 35 000 personnes étaient passées durant les deux jours. C'est considérable si on rapporte ce chiffre aux différentes mobilisations sociales, comme celles sur la Grèce, qui n'ont réunies que quelques centaines de personnes ; ou bien encore la tentative de développer des actions dans les lycées et à l'université Jean Jaurès après l'assassinat de Rémi Fraisse par la police lors des manifestations contre le projet de barrage de Sivens. C'est remarquable quand on constate la proportion de jeunes présents durant le week-end en regard des autres manifestations que nous avons rappelées. Logiquement, il y avait les ingrédients pour réussir autour des initiatives « COP21 » une forte mobilisation dont la jeunesse serait le fer de lance.

Mais 35 000 réunis autour d'Alternatiba (chiffre sans doute surestimé) ne suffisent pas à produire un mouvement dans la durée, qui s'auto alimente et prend de l'ampleur s'il n'y a pas de contenu, de perspectives, de propositions pour aller de l'avant. Ce que nous avons vu et entendu sur les allées le samedi et le dimanche ne laissait pas présager un mouvement collectif car nous étions dans un lieu ou chacun venait chercher une idée, une solution immédiate, pour soi, à des problèmes pourtant collectifs (transports, agriculture, habitat…). Le choix d'agir immédiatement, "pour la planète", en mettant en place des solutions de bon sens témoigne sans aucun doute d'une prise de conscience de l'urgence de la situation. Mais ce choix met en lumière un autre élément qui traduit une prise de distance avec l'action collective et donc avec la politique au sens noble du terme (s'occuper des choses de la cité).

L'opposition, entre ceux et celles qui pensent qu'il faut agir maintenant sans tarder, sans se préoccuper du système dans lequel on vit et ceux et celles qui considèrent qu'il faut accéder au pouvoir pour agir efficacement existe ; et ce débat n'est pas nouveau. Déjà au lendemain de mai 68 des milliers de jeunes (étudiants, salariés…) déçus par les limites de la grève générale, le retour du gaullisme triomphant… « sortent du système » pour vivre tout de suite et sans entraves ; ce qu'ils préconisaient d'ailleurs déjà dans leurs luttes avant et pendant les évènements de mai 68. Ce débat n'a jamais cessé et se poursuit encore et toujours comme le montre, par exemple, la polémique avec John Holloway : changer le monde sans prendre le pouvoir central, est-ce le sens de la révolution aujourd'hui ? Ce débat est également présent, sous une autre forme, dans le livre de Gérard Le Puill, « L'écologie peut encore sauver la

Copyright © Universite Populaire de Toulouse

planète », autour duquel nous avons débattu lors d'une conférence de l'Université Populaire de Toulouse le 6 octobre 2015. Présent aussi ce débat dans le film "Demain" (http://www.demain-lefilm.com/), bien que les questions du pouvoir, de la démocratie et des nécessaires alternatives y soient largement présentes sous la forme de la mise en avant des monnaies alternatives ou bien du tirage au sort comme moyen de réparer la panne de la démocratie en repensant les modes de scrutin.

L'actualité de ce débat (agir maintenant sans prise de pouvoir comme perspective centrale ou bien n'avoir comme perspective première que le pouvoir pour agir ensuite efficacement) est à mettre en rapport avec l'attitude de ceux pour qui, actuellement, l'accumulation (bien réelle) de défaites montre qu'il est illusoire d'espérer tout bouleversement profond et qu'il vaut mieux agir localement, dans son environnement proche ; et que les organisations politiques sont au mieux des outils désuets et au pire des obstacles à l'action concrète…

Cependant, il peut y avoir un rejet des organisations, traditionnelles sans pour autant se réfugier dans le tout individuel. C'est ce que nous avons pu voir en Espagne avec les Indignés et le M15, plutôt hostiles aux organisations, syndicats et partis et qui ont construit d'importantes mobilisations dans les places de nombreuses villes. Ces mobilisations ont donné naissance à Podemos qui, aujourd'hui, brigue le pouvoir. Nous constatons, depuis un certain temps, qu'il n'en n'est pas de même ici : les mobilisations sociales sont faibles et il n'y pas d'alternative politique crédible. Et surtout, le constat que les dernières grandes mobilisations dans la rue sont l'œuvre de la droite au moment du refus du mariage "pour tous" est lourd à porter. Nous avons souvent du mal à comprendre les éléments qui modifient les rapports de force et ne mesurons jamais vraiment le poids des défaites ainsi que les comportements qui en découlent. C'est une des faiblesses du mouvement social…

Un certain nombre de personnes ayant travaillé à la réussite d'Alternatiba ont poursuivi l'aventure en préparant, cette fois ci, la mobilisation COP21. Les "Citoyens Coalisés" ont fait le choix de travailler plutôt discrètement ; c'est-à-dire sans essayer, par exemple, de rentrer en contact avec les organisations membres du collectif national. Dans les faits, l'existence de cette démarche « discrète » était un secret de polichinelle parce que des « citoyens coalisés », également militants (associatifs, syndicalistes et politiques), ont fait état de cette démarche.

Cette attitude, totalement empreinte de l'esprit Alternatiba, loin des organisations traditionnelles, a donc attisé notre curiosité. Et si l'écologie au sens large du terme (ZAD, grands projets inutiles…) était le point de ralliement de nouvelle formes de contestations susceptibles d'impliquer la jeunesse, comme ne cessent de le répéter bon nombre d'experts, de sociologues… ? Et si nous étions devant l'émergence d'un mouvement de type nouveau qui fait tant défaut dans ce pays ? Depuis quelques années, des observateurs en tout genre annoncent la fin des organisations traditionnelles, surtout les partis, le déclin des syndicats et leur remplacement par d'autres formes d'organisation en germe dans les nouvelles mobilisations. Cette théorie a connu son apogée avec l'émergence des Indignés et l'occupation des places en Espagne, clin d'œil aux révoltes dans les pays du Maghreb et du Moyen Orient. Souvenons-nous aussi qu'à Toulouse il y a quelques années, certain-e-s théorisaient l'expérience des motivé-e-s en y voyant l'émergence d'une nouvelle force politique, d'une nouvelle voie…

Il n'en fallait donc pas plus à certains pour décréter la fin définitive des organisations anciennes et de leur bureaucratie, l'avènement de la démocratie directe ; le tout parrainé par les réseaux sociaux. Le processus est probablement plus compliqué... Le remplacement/dépassement de certaines formes d'organisations verra le jour si de nouveaux modèles éclosent ; et c'est ce temps là, sans aucun doute, qui sera long. Notons que, dans une période pas si lointaine que ça, nous avons assisté, dans les années 90, à une forme de rénovation des syndicats avec l'émergence de SUD et la FSU qui étaient une réponse à la bureaucratie dans la CFDT et la FEN. L'arrivée d'ATTAC à la fin des années 90 a été, dans son genre, une autre forme de réponse à la crise du mouvement social. Ces réponses se situent dans le cadre d'un renouvellement de l'existant, d'un dépassement de lourdeurs des vielles organisations qui, pour autant, n'ont pas disparu. Quelle forme prendra la nouvelle étape : rénovation, dépassement ? Peu d'indices permettent actuellement de l'anticiper.

Pour en revenir à l'automne 2015 toulousain, le choix initial de "Citoyens Coalisés" de ne pas élargir aux

organisations leur démarche de construction d'une mobilisation, c'est-à-dire un mode de travail inclusif, répond en partie à nos questions : vouloir contourner les organisations et réseaux existants n'est pas un gage de réussite ; et la suite des évènements va le démontrer... Il faudra attendre début novembre pour que les démarches puissent converger. Trop tard pour inscrire dans le paysage la démarche pour le coup unanime avec un slogan pertinent et partagé : « Ce n'est pas le climat qu'il faut changer mais le système ». L'état d'urgence décrété suite aux attentats de la mi novembre en région parisienne n'a fait que compliquer la démarche et a brouillé complètement l'initiative du 29 novembre.

Et là, les chiffres ont un sens. S'il y avait 35 000 personnes à Alternatiba, il y en avait moins de 2 000 le 29 novembre pour la marche COP21. Nous ne saurons jamais combien de citoyens se seraient déplacés sans l'état d'urgence ; mais nous avons tendance à replacer cette initiative dans le contexte général de faible mobilisation sociale. Nous n'avons pas senti après Alternatiba le déclic qui ferait de la COP21 le point de départ de mobilisations sociales. Pourtant, ce déclic, nous l'avons vu au moins une fois, en 2005, lors du TCE : des milliers de citoyens s'emparant d'un texte indigeste, le lisant, le commentant, le transformant en machine de guerre contre le gouvernement… Ici, pour la COP 21, rien de tout cela. Peut être faut-il voir là nos propres difficultés à "extirper" de ce grand problème que sont l'avenir de la planète et, surtout, celui de l'écosystème humain des axes simples, compréhensibles avec un calendrier de mobilisations autour d'objectifs à atteindre.

Par exemple, la transition énergétique, élément clé de la lutte contre le dérèglement climatique et dont la méthode et les objectifs sont clairement (et de manière crédible) définis via le « Manifeste négaWatt », est un vivier extrêmement important d'emplois. On est pourtant en peine de trouver les convergences entre syndicats et militants de la transition énergétique ; alors qu'il s'agit d'un combat dont les objectifs des uns (sortir du nucléaire et du carbone) et des autres (créer de l'emploi pérenne), bien que différents, relèvent de la même lutte contre la domination du capital et pour la maîtrise collective du devenir de la planète.

Au delà de ces considérations d'importance, la séquence de cet automne est loin d'être inutile et est pleine d'enseignements ; mais il faut maintenant lui trouver un débouché sous peine d'avoir travaillé pour rien ou presque. Pour que les citoyens s'approprient ce débat, il faudra commencer par décrypter le texte de la COP21 et convaincre autour de nous de son caractère incantatoire, inabouti voire nocif. C'est un grave défaut de cesser le combat, ou presque, quand l'initiative phare est passée (que ce soit une élection ou bien les mobilisations de toutes sortes…). Et les organisations en sont souvent comptable, c'est vrai. Comment les citoyens peuvent ils comprendre notre démarche à long terme si nous ne savons pas leur proposer les modalités de suivi des grands dossiers ; mais aussi des perspectives pour gagner sur ces mêmes dossiers ?

A Toulouse, l'arc de force de la Coalition Climat 21, des « citoyens coalisés », regroupe, en son sein, ceux qui veulent changer de système et pensent qu'il faut en passer par l'exercice du pouvoir central, d'autres qui pensent qu'il faut agir local parce que la bataille du global a été perdue ou bien encore ceux qui pensent que l'écologie est un concept qui transcende la politique, qui est au dessus de la politique et des partis.

Mais, nous ne sommes pas 99% (comme le proclamaient les manifestants de Occupy Wall Street) ; nous sommes beaucoup moins. Et la ligne de partage est entre ceux et celles qui ont conscience qu'il ne peut être répondu à l'urgence climatique que par un changement profond de société, par une mise à bas collective de la domination du capital sur nos vies et sur l'écosystème humain et ceux et celles qui croient que c'est l'accumulation de pratiques individuelles convergentes qui peut permettre de sauver la planète…

Ouvrons le débat

Quelques exemples de l'emballement médiatique plus soucieuse de faire le buzz que d'expliquer

Copyright © Universite Populaire de Toulouse

http://universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L300xH400/couv1089-ecf8e.jpg

http://universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L220xH311/arton3-66566-6923f.png

http://universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L400xH400/hors-serie-monde-rebelles-19ac0.jpg

La Dépêche France - Contestation. Enseignants, parents, usagers des trains,
ils se battent pacifiquement pour refuser des réformes ou garder leur gares...
Gourdon, ils manifestent depuis des mois, avec le soutien d'élus. DDM
http://www.ladepeche.fr/article/2009/01/11/521345-les-nouveaux-contestataires-sont-parmi-nous.h

Fondation Copernic Toulouse, Note NÂ°1

Copyright © Universite Populaire de Toulouse